

ARRÊTE PRÉFECTORAL
portant mise en demeure à l'encontre de la société
PATRIZIA à PORTES-LES-VALENCE

La Préfète de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment son livre I, articles L.171-6, L.171-7 et L.171-8 et son livre V ;

Vu l'arrêté préfectoral n°05-0947 du 10 mars 2005 autorisant la société EIFFAGE IMMOBILIER, dont le siège est situé 97 cours Gambetta à LYON (69003) à implanter et à exploiter un entrepôt situé ZAC du Chaffit sur la commune de Portes-Les-Valence (26800) ;

Vu le récépissé de déclaration n°2006/32 délivré le 30 mai 2006 à la société ENTREPOTS PORTES LES VALENCE II, dont le siège est situé 12-20 rue Ferdinand Braudel Paris (75013) pour sa reprise de l'installation précédemment exploitée par EIFFAGE IMMOBILIER ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2013298-0027 du 25 octobre 2013, portant prescriptions complémentaires pour l'installation de la société ENTREPOTS PORTES LES VALENCE II située à Portes-Les-Valence ;

Vu le récépissé de déclaration n°02/2019, délivré le 4 février 2019 à la société PATRIZIA, dont le siège social est situé à Francfort-Sur-Le-Main D 60549 (Allemagne), pour sa reprise de l'installation exploitée précédemment par ENTREPOTS PORTES LES VALENCE II à Portes-Les-Valence ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 24 mars 2022 ;

Vu la consultation du pétitionnaire sur le projet d'arrêté en date du 13 avril 2022 et son absence de réponse ;

Considérant que l'inspection a constaté lors de la visite du 10 mars 2022 que les travaux de mise en conformité du système d'extinction automatique n'ont pas été réalisés depuis 2016,

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 6.21 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2013 susvisé qui impose que l'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie ;

Considérant que les non-conformités (absence de protection dans des zones comprenant des travaux par point chaud régulier (zone de maintenance) et des matériels électriques) sont susceptibles de mettre en échec le système d'extinction, et qu'il convient dès lors de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société PATRIZIA de respecter les prescriptions précitées ;

Sur proposition de La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

La société PATRIZIA FRANKFURT KAPITALVERWALTUNGSGESELLSCHAFT MBH dont le siège social est situé au 2 rue de Clichy à PARIS (75009), est mise en demeure, pour son établissement implanté Rue du Commandant Cousteau, ZI de la Motte à PORTES LES VALENCE (26800), dans les plus brefs délais et au plus tard le 30/09/2022 de respecter l'article 6.21 de l'annexe de l'arrêté complémentaire du 25 octobre 2013 en mettant en conformité le système d'extinction automatique de son établissement.

Article 2 :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1er dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse : www.telerecours.fr

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

Article 4 :

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Drôme (www.drome.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 :

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, chargé de l'inspection de l'environnement et le maire de PORTES-LES-VALENCE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **9 MAI 2022**

La préfète,

Pour la Préfète, et par délégation
La Secrétaire Générale

Marie ARGOUARC'H

